

du vêtement au Canada ils auront eu une stabilisation de leur politique affectant leur industrie pour une période de quatre ans et demi.

Évidemment, il va falloir que ces industries-là se modernisent, elles ont déjà commencé à se moderniser, pour qu'elles puissent aussi concurrencer un peu plus. Mais ce qui m'a vraiment plu, et je vois le député de Portneuf (M. Bussières), lui aussi m'a fait de nombreuses représentations, je l'ai oublié, je m'en excuse, ce qui m'a plu, c'est qu'elles m'ont dit, chaque fois, qu'elles étaient prêtes à accepter la concurrence des pays d'Europe et des États-Unis, mais qu'elles n'étaient pas capables de soutenir la concurrence des pays comme la Chine de Formose, Hong Kong, Singapour, les Philippines, où vraiment le niveau des salaires est absolument non concurrentiel. Je ne veux pas dire qu'il ne faut pas accepter des importations de ces pays, mais ce que nous avons essayé d'établir, c'est un équilibre entre les importations et les exportations, parce qu'il est nécessaire d'avoir des importations pour maintenir une pression sur les prix qui ne sont pas inflationnistes, et souvent les importations sont un élément de bonne discipline dans ce domaine-là.

Par contre, si on détruit complètement l'industrie locale, on devient un jour complètement dépendant des importations et à ce moment-là, ils peuvent, comme on dit en français, nous faire prendre un voyage. Il faut maintenir l'équilibre entre les deux, et nous espérons faire un peu la même chose pour la chaussure, mais d'une façon différente, parce que le problème a des prémisses différentes.

Et je voudrais aussi rappeler aux députés d'autres activités que nous avons eues sur l'économie au Québec, parce que malgré les nombreux efforts du gouvernement fédéral, la situation s'est empirée et on est généralement très peu gentil à l'endroit du gouvernement fédéral au niveau du gouvernement provincial au Québec par les temps qui courent.

Voyons le cas des chantiers maritimes: c'est une des industries qui est la plus difficile à maintenir dans n'importe quelle économie moderne à ce moment-ci. C'est facile à comprendre. Comme l'économie internationale n'a pas connu de grande croissance au cours des quatre ou cinq dernières années, la nécessité de construire de nouveaux navires est moins grande, et les chantiers maritimes japonais, l'an dernier, ont réussi à accaparer je crois 85 p. 100 du marché ou à peu près. Je parle de mémoire, je fais peut-être erreur un peu, mais c'est à peu près à ce niveau-là.

Voyant cette situation et voyant les chantiers maritimes en difficulté, nous avons réussi au printemps à augmenter de 12 à 20 p. 100 les subventions à la construction de nouveaux navires au Canada, qui ont permis le maintien d'un certain niveau d'emplois dans les chantiers maritimes de tout le Canada, donc aussi au Québec. De plus, à Sorel, il existe une société qui est la propriété du gouvernement provincial. Nous avons pu négocier avec le gouvernement de la Pologne la construction de plusieurs navires, ce qui assure de l'emploi pour deux années. Cette construction est entièrement financée par le gouvernement canadien. Tout cela pour maintenir une compagnie de la Couronne du gouvernement provincial, et pour tout remercier, voilà tout ce que nous avons reçu à ce sujet. Lorsque l'ambassadeur du Canada en Pologne, qui avait négocié le contrat, est allé avec le ministre du commerce extérieur et de la marine de la Pologne à Québec, on lui a dit qu'il n'était pas

### Situation économique

le bienvenu. C'était une façon très gentille de remercier un dévoué serviteur de l'État qui avait travaillé dans l'intérêt des travailleurs québécois. Mais ce qui m'a fait bien plaisir, parce que le député de Joliette vient un peu de ce coin-là et moi également, c'est qu'au moins, malgré l'impolitesse du gouvernement provincial, étant donné les circonstances, le chef du syndicat avait eu la gentillesse d'aller offrir ses excuses à l'ambassadeur du Canada en Pologne.

Je voudrais aussi parler de la Canadair, une autre initiative du gouvernement canadien qui est extrêmement profitable au Québec, mais on n'en a malheureusement pas parlé beaucoup. Dès ma nomination au ministère de l'Industrie et du Commerce, j'ai été saisi d'un dossier où aucune décision n'avait été prise et qui était dans l'ensemble plutôt difficile et dangereux, parce qu'il s'agissait de donner à la Canadair une marge de crédit qui lui permettrait de se lancer dans la construction d'un avion qu'on appelle le *Challenger* et qui était connu autrefois sous le nom de *Learstar*, un avion à réaction à long rayon d'action, pour administrateur. Cette proposition dangereuse et, en toute humilité, qui demandait un peu d'audace, et nous avons pris cette décision. Aujourd'hui, la Canadair a augmenté son niveau d'emploi de 1,600 à 3,200 à cause de cette décision. Il s'agit d'emplois de haute technologie. Nous avons dans les carnets à la Canadair à ce moment-ci au moins 125 commandes, ce qui garantit un carnet de commandes de 600 millions de dollars.

C'est considéré dans le monde de l'aviation comme un des grands succès, presque incroyable, parce que nous avons vendu 125 unités, et ce même si un prototype n'est pas encore complètement exécuté, ce qui prouve que la décision que nous avons prise au sujet de la Canadair a énormément profité à la région de Montréal et qui a montré surtout que les Canadiens pouvaient avec l'aide du gouvernement fédéral prendre des initiatives où ils sont devenus *ipso facto* dès ce moment-là à la tête du peloton dans un marché qui devient de plus en plus intéressant. Nous avons distancé tous nos concurrents dans ce domaine-là. J'étais à Paris, au Salon de l'Aéronautique, et je pouvais voir une certaine amertume chez nos concurrents vis-à-vis le résultat que nous obtenions. D'ailleurs, au Salon de l'Aéronautique, je crois que nous en avons vendu 19 à un client. Il s'agit d'avions qui se vendent environ \$5,500,000 chacun, ce qui est tout de même assez intéressant.

Monsieur le président, il s'agit de certains points que je voulais signaler, mais je voudrais poursuivre mon discours sur la situation économique en général dans le pays. Hier, Statistique Canada a publié que, malgré le fait que nous ayons connu un deuxième trimestre faible qui était une régression sur le premier trimestre de l'année, il y a eu une reprise assez intéressante au cours du troisième trimestre, et l'augmentation du produit national brut a été de 1.3 p. 100 pour ce trimestre-là, ce qui veut dire qu'avec un tel taux annuel, c'est une augmentation de 5.3 du revenu national brut sur un taux annuel. Cela est encourageant. Ce n'est pas la fin de nos difficultés, mais c'est un encouragement important à ce moment-ci. Et alors que dans mon discours sur la situation économique j'avais prévu une croissance de 2 p. 100 pour l'année en cours, avec ce troisième trimestre qui a été plus ferme que prévu, Statistique Canada prévoyait la possibilité d'une augmentation de 3 p. 100, ce qui veut dire que j'avais été